

Une année 2020 atypique pour la nutrition animale : entre pandémie et flambée des matières premières

Résumé

L'année 2020 a été une année inédite pour les entreprises de la nutrition animale. La pandémie de Covid 19 a bouleversé l'organisation des entreprises, perturbé les disponibilités de certains nutriments (acides aminés, vitamines...), et impacté les débouchés de certaines filières volailles. Par ailleurs, les fondamentaux d'offre et de demande particuliers ont conduit à une hausse des cours de l'ensemble des matières premières en fin d'année, pour renouer avec les niveaux de prix de 2013/2014. C'est avant tout le dynamisme des importations chinoises en soja, maïs, blé, lié à la reconstruction de son cheptel porcin et à une récolte nationale de maïs en demi-teinte, qui a amorcé la flambée mondiale des prix. En parallèle, les récoltes 2020 ont montré des résultats contrastés selon les bassins de production. La production européenne de blé tendre a notamment reculé de 12% par rapport à 2019 en raison de conditions climatiques défavorables.

Dans ce contexte atypique, le coût matières des aliments pour volailles a connu un renchérissement : l'indice alimentaire annuel moyen pour le poulet standard a augmenté de 5,5% par rapport à 2019. En 2020, la production d'aliments pour volailles a baissé de 1,1% en France et de 2,7% dans l'Union européenne.

Au-delà de ces éléments conjoncturels, les acteurs de la filière continuent de travailler sur les enjeux structurels autour de l'alimentation des animaux afin de répondre aux attentes des consommateurs. Le soja reste la matière première au centre des débats. Dans l'objectif de diminuer la dépendance aux importations, les pouvoirs publics mettent en place des actions (nouveau Plan protéines en France, réflexions sur l'autorisation des PAT et des farines d'insectes par Bruxelles). Tandis que les organisations professionnelles semblent plutôt renforcer leurs efforts sur la traçabilité, afin de labéliser des importations de soja qui n'induisent pas de déforestation (*Soy sourcing Guidelines* de la FEAC).

Introduction

Dans les marchés très mondialisés que sont ceux des matières premières agricoles, chaque année réserve son lot de situations inédites : conditions climatiques et impacts sur les récoltes mondiales, demande et aux flux d'exportations, relations diplomatiques entre les pays importateurs et exportateurs...

L'année 2020 n'a pas échappé avec cette règle. Des fondamentaux mondiaux d'offre et de demande inédits ont conduit à une hausse marquée des cours en fin d'année 2020.

La pandémie de Covid-19 a aussi été l'un des éléments les plus marquants de l'année 2020 face auquel les entreprises de l'alimentation animale se sont organisées pour garantir l'approvisionnement des élevages.

Outres ces éléments conjoncturels, la filière fait toujours face à des enjeux structurels afin de rester compétitive mais aussi pour mieux répondre aux attentes des consommateurs et des citoyens.

En ce début d'année 2021, cet article vise à dresser un bilan des faits qui ont marqué le secteur de l'alimentation animale en 2020 et de faire ressortir enjeux qui se profilent en 2021.

Dans un premier temps, les fondamentaux d'offre et de demande de la campagne agricole 2020/21 seront présentés pour les principales matières premières de

l'alimentation animale. L'analyse du contexte de marché des matières premières permettra ensuite de comprendre l'évolution du coût matières et des indices ITAVI observés en 2020, et notamment la forte augmentation des prix enregistrée en fin d'année. Le bilan des volumes d'aliments produits en 2020 en France et en Europe sera ensuite dressé. Enfin, une dernière partie s'attardera sur les enjeux structurels qui continuent d'animer le secteur, en particulier les protéines et le soja qui reste au cœur des préoccupations des acteurs publics et privés. Un point sur quelques évolutions réglementaires à venir sera également proposé.

1. Matières premières de l'alimentation animale

1.1. La Chine bouscule les marchés

En 2020, la Chine a importé des volumes inédits de maïs, de blé, de soja, de tourteaux de tournesol (voir détails dans paragraphes suivants). La dynamique s'est notamment nettement accélérée en seconde partie d'année. Cette recrudescence de la demande chinoise en matières premières a été l'un des principaux déclencheurs de la hausse mondiale des prix des matières premières à partir d'octobre 2020.

Cette forte demande de la part de la Chine résulte probablement de la combinaison de plusieurs facteurs. Premièrement, la reconstruction rapide du cheptel porcin

entraîne une augmentation de la demande pour l'alimentation animale. Selon les statistiques du Ministère Chinois de l'agriculture, en novembre 2020, la production d'aliments composés pour porcs avait quasiment retrouvé le niveau d'avant la crise de la FPA (9,3 Mt soit + 58 %/mai 2020). Avec le développement des filières avicoles induit par le déficit en viande porcine sur le marché chinois, la production mensuelle totale d'aliments du bétail a ainsi atteint un record en septembre 2020 (24,4 Mt).

D'autre part, de nombreux observateurs de marché doutent de l'estimation officielle de la production de maïs. Compte tenu des conditions de cultures observées (inondations, présence de ravageurs, ...), les volumes récoltés en 2020 seraient inférieurs à 2019, expliquant en partie la hausse continue des prix intérieurs.

Enfin, l'augmentation des achats chinois peut s'expliquer par une volonté stratégique de la part de la Chine de reconstituer ses stocks nationaux dans un contexte où la pandémie de la Covid-19 peu agir comme un perturbateur de la logistique mondiale.

Par la même occasion, après plus d'un an et demi de guerre commerciale avec les Etats-Unis - qui s'est clôturée par un accord sur les produits agricoles début 2020 -, acheter de nouveau des produits agricoles américains (soja et maïs en premier lieu) permet à la Chine d'afficher sa bonne volonté quant au respect de cet accord. Ce dernier s'engageait sur une forte hausse des importations chinoises de denrées américaines.

1.2. Céréales à paille : des récoltes contrastées

Alors que la récolte mondiale de céréales à paille a enregistré en nette hausse en 2020 avec 772,6 Mt de blé produites (+11,4 % /2019) et 157,2 Mt d'orge (+0,4 % / 2019), de fortes disparités sont observées selon les bassins de production.

Après une bonne récolte française et européenne de blé en 2019, et des exportations record pour la campagne agricole 2019/20 (juillet à juin), la récolte européenne 2020 a connu un très fort repli (Figure 1). Les conditions trop humides aux moments des semis ont engendré une forte baisse des surfaces de blé et d'orge d'hiver dans l'UE. Ainsi, la production européenne de blé tendre (Royaume-Unis inclus) a baissé de 12% à 129,2 Mt. La France, premier producteur européen et pays fortement touché par les intempéries durant les semis, a nettement contribué à la perte de volumes européens : la production française de blé tendre est tombée à 29,1 Mt en 2020 (-26,5% 2019) (Figure 1). Pour l'orge, la production européenne a augmenté en 2020 (63,8 Mt, +2% / 2019), malgré le repli de la production française (10,5 Mt, 23%).

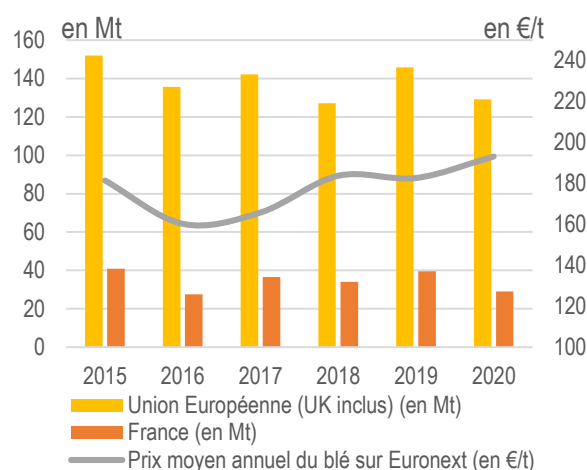


Figure 1. Évolution récente de la production de blé tendre – source : ITAVI d'après FranceAgriMer, Stratégie Grains

A l'inverse de l'UE, certains grands producteurs ont connu un regain de leur production de céréales à paille en 2020. Un niveau inédit de production de blé (85,3 Mt, +16% / 2019) et d'orge (20,6 Mt, +3,5% /2019) a été atteint en Russie, surpassant légèrement le précédent record enregistré en 2017. Parallèlement, après deux années de récoltes catastrophiques, des conditions climatiques favorables ont permis un net rebond des productions australiennes de blé (30 Mt, +97% /2019) et d'orge (11 Mt, +22% /2019). La Canada a également enregistré une hausse de ses récoltes de céréales à paille.

D'autres grands exportateurs comme les Etats-Unis, l'Ukraine et l'Argentine ont cependant connu des récoltes en demi-teinte en 2020 avec des volumes produits qui ont été inférieurs à ceux de 2019 sous l'effet de conditions climatiques peu prometteuses.

Parallèlement, la demande mondiale pour le blé a été dynamique. Si la Covid-19 a induit des pics de demande à certaines périodes de l'année pour certains produits issus de la transformation du blé, au global, il n'y a pas eu d'achats de « panique » de la part des grands importateurs. La Chine, premier producteur mondial, a toutefois importé des volumes de blé record en 2020 (8,2 Mt contre 3,2 Mt en 2019) en raison de forte hausse des prix du maïs chinois (Figure 2) qui a conduit les formulateurs à maximiser les incorporations d'autres matières premières.

Par ailleurs, la forte inflation mondiale a conduit certains grands explorateurs à contraindre leurs exportations afin de limiter la hausse des prix domestiques. Fin 2020, la Russie a ainsi annoncé la mise en place de taxe sur les exportations de blé de 2021 : 25€/t à partir du 15 février, 30 €/t à partir du premier mars, puis une taxe flottante calculée en fonction du prix du blé à partir de juin. Les prix mondiaux du blé devraient donc rester élevés en 2021, au moins jusqu'à l'arrivée des récoltes. La taxe russe pourrait en effet soutenir la demande à l'export au départ des autres pays exportateurs. Toutefois, tous ne disposent pas tous de disponibilités suffisantes pour prendre le relai, à

l'image de l'UE qui devrait terminer la campagne avec des stocks limités.

1.3. Maïs : La forte demande chinoise fait baisser les stocks mondiaux

Pour le maïs, comme pour les céréales à pailles, l'USDA estime à ce stade que la récolte mondiale 2020/21 devrait atteindre un nouveau record - même si les productions sud-américaines ne sont pas encore récoltées à cette période de l'année - avec 1134 Mt (+2% / 2019/20).

Toutefois, les disponibilités chez les grands exportateurs sont loin d'être pléthoriques. La production aux Etats-Unis (360 Mt), bien qu'en hausse de 4% après la faible récolte de 2019, a été inférieure aux espérances. Face à la sécheresse estivale, les récoltes européennes (61,9 Mt) et ukrainiennes (29,5 Mt) ont diminué par rapport à l'an passée de respectivement 4,6% et 18%. Malgré la nette hausse de l'assolement français de maïs en 2020 suite aux problèmes d'implantations des cultures d'hiver, la production française a enregistré une hausse modérée (+3% à 12,4 Mt) en raison des conditions climatiques sèches durant l'été.

Parallèlement, la demande chinoise a été très forte en 2020. Face à la hausse continue des prix du maïs chinois au cours de l'année (Figure 2), le second producteur mondial a importé des volumes record : 11,3 Mt contre 4,8 Mt en 2019 (+135%). La Chine s'est principalement fournie en Ukraine et aux Etats-Unis, cette forte demande contribue à tendre fortement le bilan mondial 2020/21 du maïs.

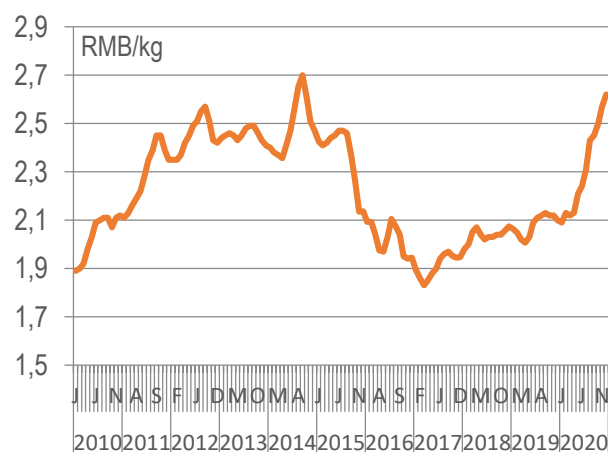


Figure 2. Evolution mensuelle des prix du maïs en Chine (RMB/kg) – source : Ministère de l'Agriculture chinois

En ce début d'année 2021, la dynamique d'achat de la part de la Chine ne semble pas faiblir. En janvier, des ventes hebdomadaires records ont été enregistrées entre les USA et l'Empire du Milieu. Ainsi, les prix mondiaux du maïs devraient rester élevés ces prochains mois. D'autant plus que les récoltes sud-américaines ne sont pas encore

assurées. Les conditions climatiques sont à surveiller. Au Brésil, le retard de récolte de soja devrait entraîner des semis tardifs de la seconde récolte brésilienne de maïs (safrinha) qui compte pour plus de deux tiers de la production. La volatilité des prix de cette matière première devrait rester d'actualité dans les mois à venir.

1.4. Soja : importations chinoises record

Du côté du soja, à 354 Mt selon OilWorld, la production mondiale 2020/21 devraient augmenter par rapport à celle de la campagne précédente (+5%), principalement grâce à la reprise de la production aux Etats-Unis après la faible récolte de 2019. Toutefois, comme pour le maïs, les productions sud-américaines assimilées à la campagne 2020/21 ne sont pas encore récoltées. La production brésilienne, semée tardivement, pourrait atteindre un nouveau record (129 Mt, +2% / 2019/20 selon OilWorld) mais les conditions climatiques sont à suivre avec attention. En effet, après une période sèche en fin d'année 2020, de fortes précipitations s'invitent pour la récolte, perturbant l'avancée des travaux. En Argentine, à 47 Mt, la production 2020/21 est attendue en baisse de 8% en raison de conditions climatiques sèches en fin de cycle.

En ce qui concerne la demande, cette dernière a été dynamique en 2020, particulièrement de la part de la Chine. Le pays a importé des volumes record de soja en 2020 (Figure 3) : 100,3 Mt contre 88,5 Mt en 2019 (+13%). Après avoir asséché les disponibilités brésiennes, la Chine s'est tournée vers l'origine américaine en dans la seconde partie de l'année. Ainsi, même si les importations de soja américain n'ont pas trouvé leurs niveaux d'avant le conflit commercial avec la Chine, l'approvisionnement chinois auprès des USA a significativement augmenté en 2020 (26 Mt contre 17 Mt en 2019).

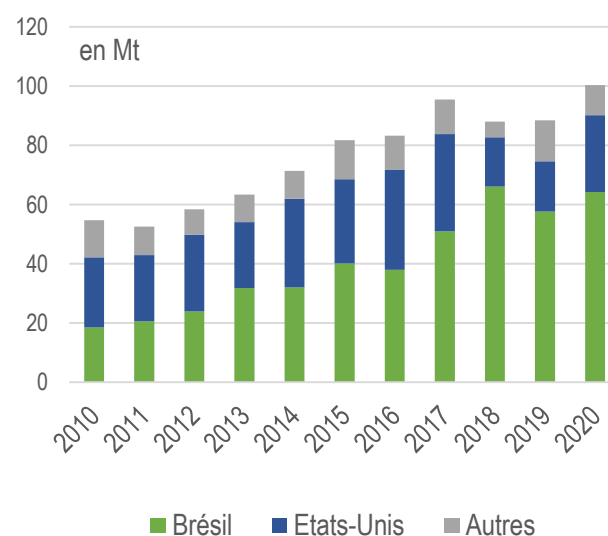


Figure 3. Importations chinoises de fèves de soja – source : ITAVI d'après douanes chinoises

Dans ce contexte de forte demande et d'offre incertaine, le bilan mondial du soja se tend. Cela a contribué à une flambée des cotations internationales de la graine et de son tourteau au cours du dernier trimestre 2020. Cette volatilité devrait perdurer à minima jusqu'à la fin des récoltes sud-américaines. Toute déception sur les rendements ou tout retard logistique pour exercer la nervosité de ce marché.

1.5. Tournesol : hausse de la production française mais repli des disponibilités en mer Noire

En 2020, face à la baisse des récoltes chez les premiers producteurs mondiaux (Ukraine et Russie), la production mondiale de tournesol a enregistré une baisse de près de 10% pour atteindre 50,5 Mt selon les estimations d'OilWorld. En raison de la sécheresse estivale, la production ukrainienne a baissé de 14% à 14,3 Mt et la production russe de 13% à 13,3 Mt. Grâce à une hausse des surfaces en France et à des rendements corrects, la production de tournesol français a augmenté de 24% en 2020 pour atteindre 1,6 Mt. La hausse de la production française n'a pas réussi à juguler la baisse de la récolte de l'UE qui a perdu 9% en 2020 pour tomber à 8,6 Mt sous l'effet de la chute des volumes produits en Roumanie (-49% / 2019).

Comme pour les autres matières premières, la demande chinoise a été très forte en 2020. Les importations chinoises de tourteau de tournesol ont atteint 2,2 Mt (+53% / 2019), dont la quasi-totalité fournie par l'Ukraine. L'intérêt de la Chine pour cette matière première est très récent, les volumes d'importation n'étaient que de 400 Kt en 2018, et quasiment nuls antérieurement.

Dans ce contexte de forte demande et de baisse des disponibilités en mer Noire, premiers fournisseurs de l'Europe en tourteau de tournesol HiPro, et surtout face à la flambée des prix du tourteau de soja, les cotations du tourteau de tournesol ont fortement augmenté. Portés par un marché mondial des huiles végétales très dynamiques, les prix de l'huile de tournesol sont très élevés et garantissent une activité de trituration soutenue en mer Noire. Cela ne suffit pas à enrayer la hausse des prix du tourteau de tournesol. En France, les prix ont atteint début 2021 des niveaux inédits. L'évolution des cours dans les prochains mois sera fortement dépendante des fluctuations du marché de soja.

1.6. Micro-ingrédients : hausse des tarifs

Si la pandémie de Covid-19 a finalement peu impacté la logistique mondiale des principales matières premières végétales, les micro-ingrédients (acides aminés, vitamines, ...) ont connu des hausses des tarifs liées à des perturbations dans la production et la chaîne d'approvisionnement vers les usines d'aliments. La Chine

est en effet le premier producteur mondial de ces composants indispensables à l'équilibre des rations. La production chinoise, puis les flux de ces matières premières, ont été perturbés printemps 2020 par la pandémie de Covid-19. La hausse des cotations de maïs, l'un des substrats pour la production d'acides aminés, a également joué sur l'augmentation des prix de ventes en fin d'année 2020.

2. Aliments et entreprises

2.1. Forte augmentation des indices alimentaires au troisième trimestre 2020

L'évolution des prix des matières premières décrite précédemment a eu un impact direct sur le prix des aliments.

Ainsi, les indices aliments ITAVI (calculés à partir des coûts matières lissés sur 3 mois), ont connu une progression en début 2020 puis sont restés relativement stables sur un niveau moyen pendant une large partie de l'année. La forte hausse des prix des matières premières amorcée en octobre 2020 a impacté directement les indices aliments qui ont enregistré une nette augmentation au troisième trimestre 2020 pour atteindre leur plus haut niveau depuis 2014.

En décembre 2020, les indices alimentaires étaient respectivement supérieurs à leurs niveaux de l'année précédente de 18% pour le poulet standard et le lapin, 17% pour le poulet Label, 19% pour les poules pondeuses, 20% pour la dinde et 16% pour le canard gras, canard à rôtir et pintade.

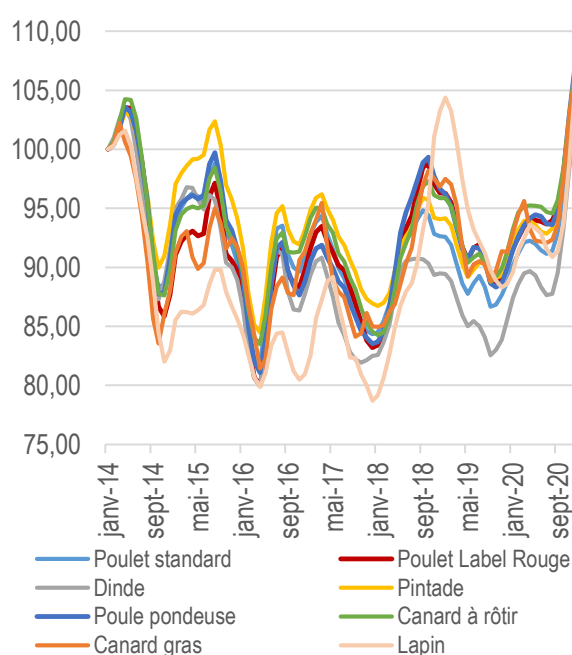
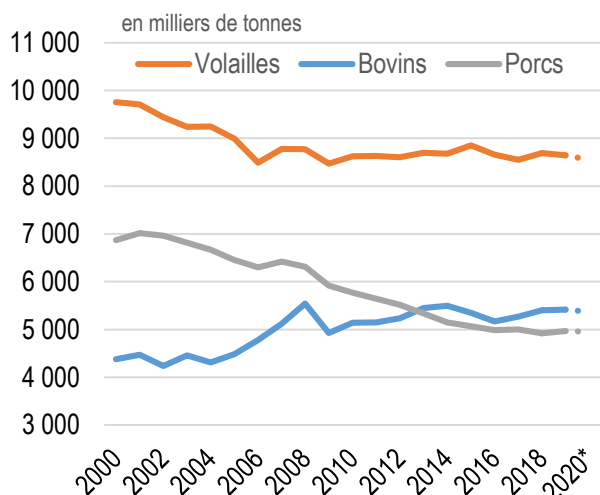


Figure 4. Evolution des indices aliment ITAVI - base 100 en janvier 2014. Source : ITAVI

2.2. Baisse de la production d'aliments volailles en 2020 en France et dans l'UE

Les volumes d'aliments pour volailles représentent 44 % de la production française d'aliments composés industriels pour animaux d'élevage avec 8,6 Mt en 2019. En 2020 (Figure 4), en extrapolant les déclarations mensuelles de la production d'aliment (SNIA/LCANA) qui sont représentatives d'environ 95% de la production française, la production française d'aliments pour volailles a reculé d'environ 1,1 % / 2019 pour atteindre environ 8,55 Mt. Il s'agirait alors d'un niveau de production proche de celui de 2017.

Les volumes d'aliments à destination des autres espèces animales ont également baissé en 2020 avec - 0,8% pour les aliments bovins (5,4 Mt) et -0,2% pour les aliments porcs (4,9 Mt). Ainsi, toutes espèces animales confondues, la production française d'aliments composés devrait baisser d'environ 1% en 2020.



* estimé à partir des déclarations mensuelles 2020, soit 95% de la production

Figure 5. Production française d'aliments composés – source : ITAVI d'après La Coopération agricole NA / SNIA, SSP

En volailles, le détail des données des disponibles pour les 12 mois de l'année 2020 montre de fortes disparités selon les filières. La production d'aliments pour poulet, qui représente environ 40% du total des aliments volailles, enregistre une légère baisse de volume (-0,2%) en comparaison à la même période de 2019. A l'inverse, les volumes d'aliments pour pondeuses sont en forte croissance (+3,4% /2019) et la production d'aliment dindes a été ferme (+0,4% /2019). Ce sont les productions d'aliments pour pintades, palmipèdes et cailles qui décrochent nettement avec des baisses respectives de 9,9%, 12,4% et 7,8%. La perte de certains débouchés en raison des restrictions liées au Covid-19 ont fortement perturbé ces filières. De son côté, la production d'aliments pour lapin baisse également (-4,2% / 2019).

A l'échelle de l'Union européenne (Royaume-Uni inclus), comme en France, la production d'aliments composés devrait baisser en 2020. La FEFAC (Fédération européennes des fabricants d'aliments composés) estime que, toutes espèces animales confondues, les volumes devraient enregistrer une baisse de 2,2% par rapport à 2019 pour atteindre 161 Mt (Tableau 1). La production européenne d'aliments pour volailles devrait connaître un repli de 2,7% selon la FEFAC.

Tableau 1. Production européenne d'aliments composés (R.U inclus) – source : FEFAC

en Mt	2019	2020*	Evolution (%)*
Aliments pour volailles	56	54,5	-2,7%
Aliments pour porcs	51,6	51,0	-1,1%
Aliments pour bovins	47,2	45,8	-2,9%
Total aliments composés	164,4	160,8	-2,2%

* provisoires, estimations FEFAC

3. De forts enjeux pour la filière nutrition animale : protéines et soja toujours au centre des débats

3.1. France : Protéines et plan de relance

En 2020, la question de l'autonomie protéique est restée au centre de l'agenda des professionnels et des pouvoirs publics. Alors que ces dernières années le gouvernement, notamment par la voix directe du Président de la République, avait déjà montré sa volonté de travailler sur la question de l'autonomie protéique de la France, la pandémie de Covid-19 a appuyé cette tendance en replaçant la problématique de la souveraineté agricole nationale au cœur des enjeux.

Les axes d'actions du nouveau plan protéines français, dont les annonces ont été repoussées à plusieurs reprises au cours de l'année, ont été dévoilés par le gouvernement en décembre 2020 dans le cadre du plan France Relance.

Dans le cadre du Plan de relance, 100 M€ seront alloués sur 2 ans pour renforcer la souveraineté de la France en protéine végétale et diminuer les importations de soja. Des financements additionnels (PIA4, BpiFrance) viendront compléter cette enveloppe. Le budget se segmente en trois grands axes : la structuration des filières, l'amélioration de l'autonomie alimentaire des élevages ruminants par l'accroissement du potentiel protéique des prairies, et la recherche et développement.

Le gouvernement vise 1,4 million d'ha de légumineuses (à graines et fourragères) d'ici 2022 (+40% /2020), et un doublement en 10 ans. Selon le type de culture qui sera

plébiscité par les cultivateurs (soja, pois, luzerne, légumineuses fourragères...) et les filières qui arriveront à se structurer, l'alimentation avicole sera plus ou moins concernée par de nouvelles matières premières d'origine française.

3.2. Lutte contre la déforestation importée : stratégie de différenciation ou nouvelle condition d'accès au marché ?

L'enjeu environnemental et la diminution de la déforestation importée par le biais du soja reste l'un des moteurs de la mise en place de stratégies d'amélioration de l'autonomie protéique.

Les fédérations d'acteurs de l'alimentation animales continuent d'investir le sujet tant au niveau français (Association Duralim) qu'europpéen.

À l'échelle européenne, la charte d'engagements durables lancée en 2020 par la FEFAC (Fédération européenne des fabricants d'aliments composés) a pour objectif ambitieux d'atteindre la neutralité carbone en 2030 et met le soja durable au premier plan. L'association a d'ailleurs réactualisé son manifeste sur le soja responsable (*Soy sourcing Guidelines*) début 2021, incluant 73 critères. Selon les résultats publiés en 2020 par IDH Soy Monitor, 38% des tourteaux de soja consommés en Europe en 2018 correspondaient aux critères de soja durable définis par la FEFAC et 19% étaient certifiés sans déforestation.

Parallèlement à ces initiatives volontaires de la part des entreprises du secteur, la législation européenne pourrait se montrer plus contraignante sur ce sujet à moyen-long terme. En effet, les préoccupations des législateurs européens autour de la déforestation, notamment importée, se renforcent. Le 22 octobre 2020, le Parlement européen a voté un texte appelant la Commission européenne à mettre en place des mesures juridiques contraignantes pour lutter contre la déforestation, y compris en dehors des frontières européennes.

Au-delà des démarches volontaires de la part des fédérations d'entreprises, de la SNDI françaises (Stratégie nationale contre la déforestation importée) et d'éventuelles mesures législatives européennes contraignantes, la question de la déforestation importée gagne du terrain directement chez les distributeurs. Les enseignes pressent de plus en plus leurs fournisseurs à faire évoluer leurs pratiques comme le démontre le manifeste contre la déforestation importée signé en novembre 2020 par les principaux distributeurs français.

En parallèle, les démarches de notations des produits finis s'intensifient. Au-delà de l'expérimentation de l'Eco-score par le gouvernement et de l'intégration aux applications de notations d'un affichage sur l'impact environnemental des

produits, des initiatives de notation spécifiques à la déforestation voient le jour. C'est le cas, par exemple, de la notation d'Envol Vert qui a lancé le calcul de « l'Empreinte forêt » des différents labels français du poulet, avec pour vocation d'alimenter à terme la base de données Open Food Fact. Si le mode de calcul de ces indicateurs pose question parmi les experts, ces notations peuvent avoir un réel impact sur les décisions d'achat des consommateurs.

3.3. Règlementation : le 100% Bio reporté, l'autorisation des PAT et des farines d'insecte en discussion à Bruxelles

Courant 2020, certains aspects autour de la réglementation ont légèrement évolué. Pour les aliments sous label biologique, l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, initialement prévue pour prendre effet au 1 janvier 2021 a été repoussée d'un an. Cette nouvelle norme imposera une composition 100 % bio des aliments pour monogastriques contre une tolérance de 5% de matières premières non bio dans les compositions jusqu'ici. Les « jeunes volailles », dont la définition exacte est toujours en cours de discussions mais qui regroupent a priori les poulettes et les poulets de chair, devraient bénéficier d'un report jusqu'à fin 2026. Parallèlement, au 1^{er} janvier 2022, les liens au sol pour les élevages de monogastrique augmentera. Il faudra prouver que 30% des aliments proviennent de la ferme, de la région ou à défaut du pays (contre 20% actuellement).

Par ailleurs, des discussions sur une éventuelle autorisation des PAT (protéines animales transformées) et des insectes dans les rations monogastriques se sont tenues à Bruxelles en 2020. À la suite de travaux de recherche, la Commission européenne réfléchit à ré-autoriser les PAT dans l'alimentation des monogastriques. Les coproduits issus de la transformation du porc pourraient ainsi entrer dans les aliments volailles et inversement. Ces matières premières, qui ne sont pas des farines animales car elles proviennent de carcasses saines, avaient été interdites au début des années 2000 suite à la crise de la vache folle, puis ré-autorisées à partir de 2013 pour le secteur piscicole uniquement.

Le même texte de loi pourrait également ouvrir la voie à l'incorporation d'ingrédients à base de farines d'insectes dans l'alimentation des monogastriques, jusqu'alors seulement approuvés pour le petfood et la pisciculture. Le vote de ces mesures était initialement attendu mi-2020 mais la crise du coronavirus a vraisemblablement perturbé le calendrier.

L'utilisation de ces matières premières pourrait permettre à l'UE d'améliorer son autonomie protéique. Il faudra cependant que ces ingrédients démontrent un intérêt pour

les formulateurs (nutritionnel et économique), que leur utilisation sur les sites de production n'entraîne pas de contraintes industrielles trop dissuasives (notamment pour les PAT dans les usines qui produisent également des aliments pour ruminants pour lesquels ce type de matières premières reste interdit), et qu'ils soient socialement acceptés par les consommateurs.

4. Conclusion

En 2020, la crise de la Covid-19 a fait prendre conscience de l'importance d'une souveraineté alimentaire. Toutefois, l'autonomie protéique était déjà une problématique structurante au maillon alimentation animale depuis de nombreuses années. Au-delà des plans d'actions publics mis en place récemment dans l'objectif d'améliorer l'autonomie (Plan protéine français 2020, potentialité d'autorisation des PAT en alimentation monogastrique) et des efforts de filières pour réduire les importations de soja, les différents maillons des filières semblent plutôt axer leur stratégie sur des initiatives de sourcing responsable du soja (pas de déforestation importée) afin de répondre aux attentes sociales et environnementales. Une nécessité d'agir qui est de plus en plus présente avec l'ajout de critères environnementaux dans les applications de notation des produits alimentaires.

Dans le même temps, le besoin d'importation de soja reste nécessaire pour alimenter les élevages français et européens, dépendants des prix mondiaux. Les cotations

ont connu des fortes fluctuations à la hausse en fin d'année 2020 en raison de l'intensification de la demande chinoise pour les différentes matières premières (soja, maïs, blé, tourteaux de tournesol) et face à une offre réduite dans certains bassins de production.

La hausse du coût matières est une nouvelle difficulté pour les entreprises de l'alimentation animale et de l'élevage, après une année perturbée par les différentes épidémies (Covid, influenza aviaire).

Les tendances observées en 2020 devraient vraisemblablement rester d'actualité en 2021. Les prix élevés et la volatilité des marchés des matières premières devraient rester de mise au moins jusqu'à l'arrivée des nouvelles récoltes. Si les vaccins apportent l'espoir d'une amélioration de la situation sanitaire du Covid-19 et une réouverture de la restauration collective, à moyen terme, le statu quo devrait perdurer. Enfin, les réflexions et actions des différents acteurs des filières autour de la question du soja (autonomie, déforestation, ...) devraient rester structurantes, en dépit des tensions que peut générer la hausse des coûts de production dans les relations entre les différents maillons des filières. Les impacts réels sur l'alimentation des volailles avec le développement de l'offre en légumineuses françaises voulu par le Plan protéines seront à évaluer. Les mesures annoncées dans le cadre de la nouvelle PAC et du nouveau PSN français seront également à suivre en 2021.

Références bibliographiques

- Envol Vert (2020), Rapport : La Forêt a la Chair de Poule, publié le 07/12/2020, consulté le 10/02/2021, <http://envol-vert.org/campagnes/lempreinte-foret/2020/12/rapport-la-for%C3%AAt-a-la-chair-de-poule/>
- FeedNavigator (2020), EU policymakers make progress on PAPs legislative roadmap, publié le 13/03/2020 consulté le 10/02/2021, <https://www.feednavigator.com/Article/2020/03/13/EU-policymakers-make-progress-on-PAPs-legislative-roadmap>
- FEFAC (2020), Compound feed production 2020 expected to fall by 2.2%, publié le 05/11/2020 consulté le 10/02/2021. <https://fefac.eu/newsroom/news/compound-feed-production-2020-expected-to-fall-by-2-2/>
- FEFAC (2020), Statistics, Compound Feed Production 1989-2019, 10/02/2021 consulté le 10/02/2021. <https://fefac.eu/wp-content/uploads/2020/08/Compound-Feed-Production-1989-2019.pdf>
- FEFAC (2020), FEFAC Soy Sourcing Guidelines 2021, février 2021. <https://fefac.eu/wp-content/uploads/2021/02/FEFAC-Soy-Sourcing-Guidelines-2021.pdf>
- FranceAgriMer (2021), Bilans céréaliers, janvier 2021.
- IDH (2020), European Soy Monitor 2018, publié le 28/05/2020, consulté le 10/02/2021 <https://www.idhsustainabletrade.com/publication/european-soy-monitor-2018/>
- La Dépêche (2021), Les défis du 100% bio en alimentation animale, publié et consulté le 11/02/2021, <https://www.reussir.fr/ladepeche/les-defis-du-100-bio-en-alimentation-animale>
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (2020), Lancement de la stratégie nationale en faveur du développement des protéines végétale, publié le 01/12/2020, consulté le 10/02/2021, <https://agriculture.gouv.fr/lancement-de-la-strategie-nationale-en-faveur-du-developpement-des-proteines-vegetales>
- OilWorld (2021), Monthly report 15/01/2021.
- Paysan Breton (2020), Céréales bio : bilan de la collecte et perspectives, publié le 05/11/2020 consulté le 10/02/2021 <https://www.paysan-breton.fr/2020/11/cereales-bio-bilan-de-la-collecte-et-perspectives/>
- Stratégie Grains (2021), UE Grain Report, janvier 2021.
- USDA (2021), World Agricultural Supply and Demand Estimates Report (WASDE), 608, 12 janvier 2021.

Abstract

The year 2020 has been an unprecedented year for animal nutrition companies. The Covid 19 pandemic has disrupted the organization of businesses, disrupted the availability of certain nutrients (amino acids, vitamins, etc.), and impacted the outlets of certain poultry sectors (restaurants). In addition, specific supply and demand fundamentals led to an increase in the prices of all raw materials at the end of the year, back to their price levels of 2013/2014. The strong Chinese imports of soybeans, corn and wheat, started the global price surge. The Chinese demand is linked to the rebuilding of its pig herd and a lacklustre national corn harvest. At the same time, the 2020 harvests showed contrasting results depending on the production areas. In particular, European production of common wheat fell by 12% compared to 2019 due to unfavourable weather conditions.

Under this atypical context, costs of feed for poultry increased: the annual average of feed index for standard chicken increased by 5.5% compared to 2019. In 2020, the production of compound feed for poultry decreased by 1.1% in France and 2.7% in the European Union.

Beyond these economic factors, industry players continue to work on the structural issues around animal feed in order to meet consumer expectations. Soy remains the raw material at the centre of the debates. With the aim of reducing dependence on imports, the public authorities are implementing actions (new Protein Plan in France, discussions on the authorization of TAP and insect meal by Brussels). While professional organizations seem to be focusing their strategic efforts on traceability, in order to label soybean imports that do not induce deforestation (FEFAC Soy sourcing Guidelines).